

ISSN 2494-5838

Recueil des actes administratifs
Commission permanente du
23 juillet 2021

LOT-ET-GARONNE
Le Département



COMMISSION PERMANENTE DU 23 JUILLET 2021

SOMMAIRE

C - DECISIONS COURANTES

	pages
1-07-07- C Dispositif départemental de lutte contre l'habitat indigne. Reconduction en 2021 du partenariat engagé depuis 2005.	1
1-07-09- C Avenant de la convention du conseil départemental d'accès aux droits	7
1-07-11- C Avenant au Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec les services d'aide et d'accompagnement à domicile	15
9-07-05- C Répartition 2021 du fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement Répartition 2021 du fonds départemental de péréquation des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement applicables lors des cessions de fonds de commerce.....	18

DECISIONS COURANTES

N° 1-07-07-C

**DISPOSITIF DEPARTEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE. RECONDUCTION
EN 2021 DU PARTENARIAT ENGAGE DEPUIS 2005.**

D E C I D E

- d'approuver l'avenant n°12 à la convention du 16 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat indigne, définissant les modalités de participation de l'ensemble des financeurs au dispositif de lutte contre l'habitat indigne pour l'année 2021, joint en annexe ;
- d'autoriser la Présidente du Conseil départemental à le signer ;
- de verser à l'Etat la contribution du Département de Lot-et-Garonne d'un montant de 10 000 € en faveur du dispositif partenarial de lutte contre l'habitat indigne. Les crédits nécessaires sont prévus à cet effet au budget départemental.

Transmission à la préfecture	Signataire
Transmis le 23 Juillet 2021 à la préfecture de Lot-et-Garonne	La Présidente du Conseil départemental, Sophie BORDERIE
Affiché à l'Hôtel du Département le 26 Juillet 2021	

LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE
convention
réglant les modalités financières pour 2021
avenant n°12

Entre :

L'ETAT, représenté par le Préfet de Lot et Garonne,

Le DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE, représenté par le/la Président(e) du Conseil
Départemental, habilitée par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental n ° du
2021

L'AGENCE REGIONALE DE SANTE NOUVELLE AQUITAINE, représentée par *Monsieur Joris JONON*, directeur de la délégation départementale de l'agence dans le département,

L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT, représentée par le délégué local adjoint de l'agence dans le département,

La CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES, représentée par *Madame Virginie MONTI*, directrice de la caisse de Lot-et-Garonne,

La M.S.A. Dordogne, Lot et Garonne, représentée par *Monsieur Gauthier DE GUALY*, directeur général

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} – OBJECTIF DE L’AVENANT N°11 A LA CONVENTION

Le présent avenant à la convention signée le 16 décembre 2005 a pour objet de régler les modalités de participation financière des partenaires de l’action de lutte contre l’habitat indigne, en application de la convention du même nom, pour l’année 2021.

ARTICLE 2 - PILOTAGE ET MISE EN OEUVRE

Le pilotage de l’action de lutte contre l’habitat indigne est confié à une **commission partenariale (CPDLHI)** au sein de laquelle figurent l’ensemble des financeurs de l’action, assistés, en tant que de besoin, par toute personne qualifiée dont la présence est jugée opportune pour la compréhension et le dénouement d’éventuelles affaires complexes ou délicates.

Les réunions plénières de la commission partenariale s’organisent à une fréquence mensuelle, et en tant que de besoin si nécessaire.

Le secrétariat en est assuré par les services de la Direction Départementale des Territoires, assistée éventuellement par les services de l’A.R.S. de Nouvelle-Aquitaine, délégation territoriale de Lot et-Garonne.

Un état d’avancement des dossiers est présenté de façon régulière devant l’instance de pilotage.

ARTICLE 3 – MISSIONS DU PRESTATAIRE

L’Etat, maître d’ouvrage de l’opération, confie, après consultation, à un prestataire **une mission dite de Constat Technique d’Habitabilité (C.T.H.)**.

Les missions confiées à cet opérateur consistent à réaliser des constats techniques d’habitabilité (C.T.H.) basés sur un diagnostic de l’état des logements, réalisés sous 1 mois ou sous une semaine (dits CTH en urgence) selon les situations, et au contrôle éventuel des logements après travaux.

Ces missions s’exercent sur la totalité du territoire du département de Lot-et-Garonne, hormis le périmètre des opérations d’ensemble, engagées par les collectivités, de type R.H.I. - Résorption de l’Habitat Insalubre, P.R.I – programme de restauration immobilière, qui bénéficient d’une législation particulière.

ARTICLE 4 – PARTICIPATIONS FINANCIERES

Le budget 2021 de l’action de lutte contre l’habitat indigne est évalué à **un montant prévisionnel de 52 000 euros**.

Ce montant correspond au coût estimé des 2 types de contrôles techniques d’habitabilité, et des contrôles des travaux réalisés.

Ce budget se répartit, entre les partenaires, de la façon suivante :

PARTICIPATION de L'ETAT

L'Etat s'engage :

- à participer au financement de l'action de lutte contre l'habitat indigne :

Ministère de la cohésion des territoires : programme développement et amélioration de l'offre au logement (BOP 135) = **15 000 euros**.

- à assurer les tâches liées au secrétariat de la commission partenariale, à l'animation et à la gestion de l'action.

PARTICIPATION du DEPARTEMENT

Le **Conseil Départemental** de Lot-et-Garonne s'engage à participer au financement de l'action de lutte contre l'habitat indigne, pour un montant de **10 000 euros**.

PARTICIPATION de l'AGENCE REGIONALE de SANTÉ NOUVELLE AQUITAINE

L'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine s'engage à participer au financement de l'action de lutte contre l'habitat indigne, pour un montant de **10 000 euros**.

PARTICIPATION des AUTRES PARTENAIRES

La **Caisse d'Allocations Familiales** de Lot-et-Garonne s'engage à participer au financement de l'action de lutte contre l'habitat indigne, pour un montant annuel de **15 000 euros**.

Cette participation est versée en deux fois :

- un premier versement de 10 000 € dans le courant de l'année 2021 ;

- puis, un second versement dans la limite de 5 000 €, sur présentation d'un bilan des contrôles techniques d'habitabilité.

La M.S.A. Dordogne, Lot et Garonne, département du Lot et Garonne, s'engage à participer au financement de l'action de lutte contre l'habitat indigne, pour un montant de **2 000 euros**.

PARTICIPATION DE L'ANAH

L'Anah s'engage à accorder prioritairement ses aides dans le cadre de cette action, et réserve pour cela un crédit maximum de **460 000 euros**, correspondant à l'amélioration de 20 logements locatifs conventionnés et 10 sorties d'insalubrité.

ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS

Les signataires de la convention s'engagent à participer au financement de cette action sous la forme d'un versement forfaitaire unique (sauf participation CAF).

Ces contributions seront versées à l'Etat – Ministère de la cohésion des territoires, sous forme de fonds de concours qui assurera la Maîtrise d'ouvrage financière de l'exécution des prestations à mettre en œuvre.

L'Etat procédera aux appels de fonds par l'émission de titres de recettes par voie de fonds de concours sous le N° : 1-2-00368 – Participation des partenaires du ministère chargé du logement à la mise en œuvre de la politique du logement, pour un reversement sur le - programme 0135 - UTAH - BOP Régional Aquitaine – UO 47– Direction Départementale des Territoires de Lot et Garonne.

La participation financière de l'ARS Nouvelle-Aquitaine sera réalisée via l'appel à projet Prévention et Promotion de la Santé de l'agence.

ARTICLE 6 – INSCRIPTION BUDGETAIRE

Les partenaires s'engagent à inscrire dans les meilleurs délais dans leur budget la somme nécessaire au règlement des montants qui leur incombent aux termes du présent avenant N°12 à la convention initiale.

ARTICLE 7 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est Mr le Trésorier Payeur Général de la Gironde qui procédera au recouvrement des participations des partenaires.

ARTICLE 8 – SUIVI – CLAUSE RESOLUTOIRE

Un compte-rendu des opérations budgétaires sera réalisé annuellement devant les membres de la commission partenariale chargée du pilotage du dispositif.

Par ailleurs dans le cas où l'un des partenaires viendrait à se retirer de cette action, la présente convention serait résiliée et le montant des dépenses engagées au titre de l'opération serait alors réparti entre les partenaires au prorata de leurs participations respectives.

ARTICLE 9 – DUREE - RENOUELEMENT

Conformément aux dispositions de la convention partenariale signée le 16 décembre 2005, la présente convention constitue l'avenant financier annuel au titre de l'année 2021.

Pour rappel, contrairement à la convention partenariale de mise en œuvre du dispositif qui se reconduit de manière tacite, le renouvellement de cet avenant financier doit se faire annuellement.

Agen le

Madame la directrice de la Caisse
d'Allocations Familiales

Monsieur le directeur général de la
M.S.A. Dordogne, Lot et Garonne

Virginie MONTI

Gauthier DE GUALY

Pour le Préfet de Lot et Garonne, par délégation,
Le délégué local adjoint de l'Anah dans le
département

Le/la Président(e) du conseil départemental
de Lot-et-Garonne

Monsieur le Directeur de la délégation départementale
de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

Joris JONON

D E C I D E

- d'approuver les avenants à la convention constitutive du Conseil départemental d'accès au droit de Lot-et-Garonne (CDAD 47) et à son annexe financière, joints en annexe ;
- d'autoriser la Présidente du Conseil départemental à les signer.

Transmission à la préfecture	Signataire
Transmis le 23 Juillet 2021 à la préfecture de Lot-et-Garonne	La Présidente du Conseil départemental, Sophie BORDERIE
Affiché à l'Hôtel du Département le 26 Juillet 2021	

AVENANT A L'ANNEXE FINANCIÈRE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AU DROIT DE LOT ET GARONNE

Le présent avenant complète l'annexe financière de la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Lot et Garonne en date du 20 décembre 2019.

Article 1 : Modification de la participation en nature de l'Ordre des Avocats du Barreau d'Agen

La participation en nature de l'ordre des avocats du barreau d'Agen est ainsi modifiée :

Année	2021	2022	2023
Participation en numéraire	Aucune participation financière	Aucune participation financière	Aucune participation financière
Participation en nature	Permanences gratuites d'avocats sur les sites d'Agen, Villeneuve sur lot, Marmande et Tonneins : Prise en charge par le Barreau d'Agen d'une sur trois unités de valeur de référence en matière d'aide juridictionnelle. Permanences gratuites d'avocats au sein des PAD pénitentiaires : Prise en charge des trois unités de valeur de référence en matière d'aide juridictionnelle. Intervention des membres du Barreau d'Agen dans le cadre de la mise en œuvre d'actions ou d'événements du CDAD 47	Permanences gratuites d'avocats sur les sites d'Agen, Villeneuve sur lot, Marmande et Tonneins : Prise en charge par le Barreau d'Agen d'une sur trois unités de valeur de référence en matière d'aide juridictionnelle. Permanences gratuites d'avocats au sein des PAD pénitentiaires : Prise en charge des trois unités de valeur de référence en matière d'aide juridictionnelle. Intervention des membres du Barreau d'Agen dans le cadre de la mise en œuvre d'actions ou d'événements du CDAD 47	Permanences gratuites d'avocats sur les sites d'Agen, Villeneuve sur lot, Marmande et Tonneins : Prise en charge par le Barreau d'Agen d'une sur trois unités de valeur de référence en matière d'aide juridictionnelle. Permanences gratuites d'avocats au sein des PAD pénitentiaires : Prise en charge des trois unités de valeur de référence en matière d'aide juridictionnelle. Intervention des membres du Barreau d'Agen dans le cadre de la mise en œuvre d'actions ou d'événements du CDAD 47

Le reste des dispositions reste inchangé.

Fait à Agen le ...

En 10 exemplaires originaux

« Lu et approuvé »

Le préfet de Lot-et-Garonne

Le président du tribunal judiciaire d'Agen

Le procureur du tribunal judiciaire d'Agen

La présidente du conseil départemental de Lot-et-Garonne

Le bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau d'Agen

Le président de la caisse autonome de règlement pécuniaire des avocats de la cour d'appel d'Agen

Le président de la chambre interdépartementale des notaires du Gers, du Lot et du Lot-et-Garonne

Le président de la chambre départementale des huissiers de Lot-et-Garonne

Le président de l'association départementale des maires de Lot-et-Garonne

La présidente de l'union départementale des associations familiales de Lot-et-Garonne

AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DE LOT ET GARONNE

Le présent avenant complète et modifie la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Lot et Garonne signée le 20 décembre 2019.

Vu les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, ainsi que par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle,

Vu les articles 141 et suivants du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991, modifiés par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, et par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique,

Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,

Vu le décret n° 2019-912 du 30 août 2019 modifiant le code de l'organisation judiciaire et pris en application des articles 95 et 103 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice,

Vu la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit de Lot-et-Garonne.

Article 1 : Modification de l'article introductif

L'article introductif est modifié comme suit :

« Un groupement d'intérêt public est constitué entre :

- L'État, représenté par le préfet du département de Lot-et-Garonne, par le président du tribunal judiciaire d'Agen, et par le procureur de la république près ledit tribunal ;
- Le département de Lot-et-Garonne, représenté par le président du conseil départemental ;
- L'ordre des avocats du barreau d'Agen, représenté par son bâtonnier ;
- La caisse autonome de règlement pécuniaire des avocats de la cour d'appel d'Agen, représentée par son président ;
- La chambre départementale des huissiers de justice de Lot-et-Garonne, représentée par son président ;
- La chambre interdépartementale des notaires du Gers, du Lot et du Lot-et-Garonne, représentée par son président ;
- L'association départementale des maires de Lot-et-Garonne, représentée par son président ;
- L'union départementale des associations familiales, représentée par son président ;

Ce groupement d'intérêt public est régi par les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, et par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, les articles 141 et suivants du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, par le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, et par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique, ainsi que par la présente convention. »

Article 2 : Modification de l'article 3 relatif au siège du groupement

L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le siège du groupement est fixé au siège du tribunal judiciaire d'Agen ».

Article 3 : Modification de l'article 14 relatif à la tenue des comptes

L'article 14 est modifié, comme suit :

« La comptabilité du groupement sera tenue et assurée, à compter du 1^{er} octobre 2021, selon les règles du droit privé. Le budget du CDAD étant inférieur à 155.000,00€, il n'est pas nécessaire de faire appel à un commissaire aux comptes ».

Article 4 : modification de l'article 15 relatif au contrôle des comptes

« A compter du 1^{er} octobre 2021, l'article 15 relatif au contrôle des comptes deviendra sans objet ».

Article 5: Modification de l'article 18 relatif au conseil d'administration

Au deuxième alinéa, après les mots « outre son président » sont ajoutés les mots « et son vice-président ».

Le cinquième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le conseil d'administration se réunit en présence du magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée en sa qualité de commissaire du gouvernement ».

Le reste de l'article est inchangé.

Article 6 : Modification de l'article 19 relatif au président et au vice-président du conseil d'administration et du groupement

Le premier alinéa de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le groupement est présidé, conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, par le président du tribunal judiciaire d'Agen ».

Le reste de l'article reste inchangé.

Avenant à la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit
de Lot-et-Garonne

Fait à Agen le ...

En 10 exemplaires originaux

« Lu et approuvé »

Le préfet de Lot-et-Garonne

Le président du tribunal judiciaire d'Agen

Le procureur du tribunal judiciaire d'Agen

La présidente du conseil départemental de Lot-et-Garonne

Le bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau d'Agen

Le président de la caisse autonome de règlement pécuniaire des avocats de la cour d'appel
d'Agen

Le président de la chambre interdépartementale des notaires du Gers, du Lot et du Lot-et-Garonne

Le président de la chambre départementale des huissiers de Lot-et-Garonne

Le président de l'association départementale des maires de Lot-et-Garonne

La présidente de l'union départementale des associations familiales de Lot-et-Garonne

N° 1-07-11-C**AVENANT AU CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE****D E C I D E**

- d'approuver l'avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) pour l'année 2021, joint en annexe 1 entre le Département de Lot-et-Garonne et les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), fixant à ces derniers des objectifs à atteindre pour bénéficier d'un financement complémentaire de 0,23 € de l'heure;

- d'autoriser la Présidente du Conseil départemental à signer ces avenants avec les quatre Service d'aide à domicile (SAAD) associatifs (UNA, ADMR, ADEDOM, ASSAD).

Transmission à la préfecture	Signataire
Transmis le 23 Juillet 2021 à la préfecture de Lot-et-Garonne	La Présidente du Conseil départemental, Sophie BORDERIE
Affiché à l'Hôtel du Département le 26 Juillet 2021	

Avenant au Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM)

SAAD 2021

Entre, d'une part :

Le Département de Lot-et-Garonne, représenté par la Présidente du Conseil départemental, Sophie BORDERIE, dûment habilitée à signer le présent contrat par décision de commission permanente en date du, ci-après dénommé "le Département"

et, d'autre part :

Le service d'aide et d'accompagnement à domicile [...] dont le siège social est situé [...], et représenté par [...], ci-après dénommé « le service prestataire ».

Afin de justifier d'un financement complémentaire de 0,23 € de l'heure octroyé aux SAAD signataires du CPOM, il convient de demander aux services de remplir les objectifs suivants :

➤ **Intervenir selon les objectifs suivants valorisés dans le cadre de la dotation complémentaire :**

- Profil des personnes accompagnées :
 - auprès de personnes en GIR 1 et 2 bénéficiant de prestation APA de plus de 40 h par mois,
 - auprès de personnes bénéficiant de prestation PCH de plus de 40 h par mois,
 - auprès de personnes en situation complexe (pas de proche aidant, intervention en binôme, situation sociale délicate, ...) dans le cadre des plans d'aide financés par le Département ;
- Amplitude horaire d'intervention de 10 heures par jour, 7 jours sur 7 incluant les dimanches et jours fériés couverte par une astreinte téléphonique ;
- Des caractéristiques du territoire d'intervention à savoir intervenir dans les communes hors des aires urbaines d'Agen, Marmande, et Villeneuve sur Lot et/ou sur les quartiers dits prioritaires de ces 3 dernières communes. Le prestataire s'engage à réduire sur la durée du CPOM le nombre d'inter vacations non consécutives entre deux interventions pour ses salariés.

- **Etre en capacité de réaliser un suivi analytique de ces interventions, c'est-à-dire, assurer un suivi des interventions par activité et disposer d'une comptabilité analytique,**
- **S'engager à rendre accessible financièrement l'intervention à domicile,**
- **S'engager à transmettre dans les délais les indicateurs de suivi pour la CNSA et le Conseil départemental**

Fait à Agen le

La Présidente du Conseil départemental

Pour la Fédération, le Président

Sophie BORDERIE

N° 9-07-05-C

**REPARTITION 2021 DU FONDS DE PEREQUATION DEPARTEMENTAL DES TAXES
ADDITIONNELLES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT
REPARTITION 2021 DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DES TAXES
ADDITIONNELLES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT APPLICABLES LORS DES CESSIONS
DE FONDS DE COMMERCE**

D E C I D E

- de reconduire pour 2021 :

* les modalités de répartition du fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux et du fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement applicables lors des cessions de fonds de commerce revenant aux communes de moins de 5000 habitants, à savoir :

- 85 % des fonds entre les communes de moins de 2 000 habitants,
- 15 % des fonds entre les communes dont la population est comprise entre 2 000 et 5 000 habitants,

* les critères de répartition, comme suit :

- 30 % en fonction de la population,
- 20 % en fonction de la moyenne, sur trois années, des dépenses d'équipement brut,
- 20 % en fonction de l'effort fiscal,
- 20 % de façon inversement proportionnelle au potentiel fiscal,
- 10 % en fonction de la longueur de voirie.

- de répartir en application des modalités de répartition et des critères susvisés et selon le détail joint en annexe :

1) le fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux notifié pour un montant de 6 359 339,01 €.

2) le fonds de péréquation départemental des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement applicables lors des cessions de fonds de commerce (pour la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020) notifié pour un montant de 6 179 €.

Transmission à la préfecture	Signataire
Transmis le 23 Juillet 2021 à la préfecture de Lot-et-Garonne	La Présidente du Conseil départemental, Sophie BORDERIE
Affiché à l'Hôtel du Département le 26 Juillet 2021	

**REPARTITION 2021 DU FONDS DE PEREQUATION DEPARTEMENTAL DES TAXES ADDITIONNELLES
A DES DROITS D'ENREGISTREMENT**

**REPARTITION 2021 DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DES TAXES ADDITIONNELLES
AUX DROITS D'ENREGISTREMENT APPLICABLES LORS DES CESSIONS DE FONDS DE COMMERCE**

Code INSEE	Nom commune	TADEM 2021 (droits d'enregistrement)	TADEM 2021 (cessions de fonds de commerce)	Montant total TADEM 2021
47002	AGME	12 771,00	12,00	12 783,00
47003	AGNAC	16 475,00	16,00	16 491,00
47004	AIGUILLON	72 784,00	70,00	72 854,00
47005	ALLEMANS-DU-DROPT	15 267,00	15,00	15 282,00
47006	ALLEZ-ET-CAZENEUVE	13 517,00	13,00	13 530,00
47007	ALLONS	16 919,00	16,00	16 935,00
47008	AMBRUS	15 815,00	15,00	15 830,00
47009	ANDIRAN	14 461,00	14,00	14 475,00
47010	ANTAGNAC	15 338,00	15,00	15 353,00
47011	ANTHE	14 423,00	14,00	14 437,00
47012	ANZEX	11 737,00	11,00	11 748,00
47013	ARGENTON	14 687,00	14,00	14 701,00
47014	ARMILLAC	17 385,00	17,00	17 402,00
47015	ASTAFFORT	35 709,00	35,00	35 744,00
47016	AUBIAC	39 521,00	38,00	39 559,00
47017	AURADOU	14 184,00	14,00	14 198,00
47018	AURIAC-SUR-DROPT	14 722,00	14,00	14 736,00
47019	BAJAMONT	27 280,00	27,00	27 307,00
47020	BALEYSSAGUES	12 228,00	12,00	12 240,00
47021	BARBASTE	39 578,00	38,00	39 616,00
47022	BAZENS	17 904,00	17,00	17 921,00
47023	BEAUGAS	19 255,00	19,00	19 274,00
47024	BEAUPUY	32 358,00	31,00	32 389,00
47025	BEAUVILLE	16 681,00	16,00	16 697,00
47026	BEAUZIAC	18 132,00	18,00	18 150,00
47027	BIAS	48 417,00	47,00	48 464,00
47028	BIRAC-SUR-TREC	19 183,00	19,00	19 202,00
47029	BLANQUEFORT-SUR-BRIOLANCE	19 217,00	19,00	19 236,00
47030	BLAYMONT	13 161,00	13,00	13 174,00
47033	BOUDY-DE-BEAUREGARD	16 794,00	16,00	16 810,00
47034	BOUGLON	22 906,00	22,00	22 928,00
47035	BOURGOUGNAGUE	15 394,00	15,00	15 409,00
47036	BOURLENS	14 835,00	14,00	14 849,00
47037	BOURNEL	13 319,00	13,00	13 332,00
47038	BOURRAN	23 863,00	23,00	23 886,00
47039	BOUSSES	27 186,00	26,00	27 212,00
47040	BRAX	40 408,00	39,00	40 447,00
47041	BRUCH	27 705,00	27,00	27 732,00
47042	BRUGNAC	12 365,00	12,00	12 377,00
47043	BUZET-SUR-BAISE	28 572,00	28,00	28 600,00
47044	CAHUZAC	13 663,00	13,00	13 676,00
47045	CALIGNAC	14 579,00	14,00	14 593,00
47046	CALONGES	14 758,00	14,00	14 772,00
47047	CAMBES	15 748,00	15,00	15 763,00
47048	CANCON	38 718,00	38,00	38 756,00
47049	CASSENEUIL	42 201,00	41,00	42 242,00
47050	CASSIGNAS	16 779,00	16,00	16 795,00
47051	CASTELCULIER	38 401,00	37,00	38 438,00
47053	CASTELLA	13 621,00	13,00	13 634,00
47054	CASTELMORON-SUR-LOT	38 048,00	37,00	38 085,00
47055	CASTELNAUD-DE-GRATECAMBE	14 739,00	14,00	14 753,00
47056	CASTELNAU-SUR-GUPIE	25 821,00	25,00	25 846,00
47057	CASTILLONNES	29 639,00	29,00	29 668,00
47058	CAUBEYRES	19 12 396,00	12,00	12 408,00

Code INSEE	Nom commune	TADEM 2021 (droits d'enregistrement)	TADEM 2021 (cessions de fonds de commerce)	Montant total TADEM 2021
47059	CAUBON-SAINT-SAUVEUR	12 115,00	12,00	12 127,00
47060	CAUDECOSTE	22 497,00	22,00	22 519,00
47061	CAUMONT-SUR-GARONNE	18 833,00	18,00	18 851,00
47062	CAUZAC	15 495,00	15,00	15 510,00
47063	CAVARC	14 139,00	14,00	14 153,00
47064	CAZIDEROQUE	13 316,00	13,00	13 329,00
47065	CLAIRAC	42 982,00	42,00	43 024,00
47066	CLERMONT-DESSOUS	19 571,00	19,00	19 590,00
47067	CLERMONT-SOUBIRAN	18 105,00	18,00	18 123,00
47068	COCUMONT	25 192,00	24,00	25 216,00
47069	COLAYRAC-SAINT-CIRQ	43 999,00	43,00	44 042,00
47070	CONDEZAYGUES	21 426,00	21,00	21 447,00
47071	COULX	12 955,00	13,00	12 968,00
47072	COURBIAC	14 508,00	14,00	14 522,00
47073	COURS	14 046,00	14,00	14 060,00
47074	COUTHURES-SUR-GARONNE	14 201,00	14,00	14 215,00
47075	CROIX-BLANCHE	29 546,00	29,00	29 575,00
47076	CUQ	10 570,00	10,00	10 580,00
47077	CUZORN	27 641,00	27,00	27 668,00
47078	DAMAZAN	35 103,00	34,00	35 137,00
47079	DAUSSE	16 584,00	16,00	16 600,00
47080	DEVILLAC	14 560,00	14,00	14 574,00
47081	DOLMAYRAC	22 957,00	22,00	22 979,00
47082	DONDAS	15 984,00	16,00	16 000,00
47083	DOUDRAC	14 063,00	14,00	14 077,00
47084	DOUZAINS	15 441,00	15,00	15 456,00
47085	DURANCE	14 348,00	14,00	14 362,00
47086	DURAS	50 785,00	49,00	50 834,00
47087	ENGAYRAC	16 821,00	16,00	16 837,00
47088	ESCASSEFORT	13 621,00	13,00	13 634,00
47089	ESCLOTES	14 822,00	14,00	14 836,00
47090	ESPIENS	14 570,00	14,00	14 584,00
47091	ESTILLAC	39 538,00	38,00	39 576,00
47092	FALS	12 118,00	12,00	12 130,00
47093	FARGUES-SUR-OURBISE	12 193,00	12,00	12 205,00
47094	FAUGUEROLLES	31 986,00	31,00	32 017,00
47095	FAUILLET	23 592,00	23,00	23 615,00
47096	FERRENSAC	13 225,00	13,00	13 238,00
47097	FEUGAROLLES	26 414,00	26,00	26 440,00
47098	FIEUX	13 513,00	13,00	13 526,00
47099	FONGRAVE	20 866,00	20,00	20 886,00
47101	FOURQUES-SUR-GARONNE	44 448,00	43,00	44 491,00
47102	FRANCESCAS	17 913,00	17,00	17 930,00
47103	FRECHOU	14 192,00	14,00	14 206,00
47104	FREGIMONT	16 775,00	16,00	16 791,00
47105	FRESPECH	14 495,00	14,00	14 509,00
47106	FUMEL	60 298,00	59,00	60 357,00
47107	GALAPIAN	15 983,00	16,00	15 999,00
47108	GAUJAC	11 695,00	11,00	11 706,00
47109	GAVAUDUN	16 901,00	16,00	16 917,00
47110	GONTAUD-DE-NOGARET	29 292,00	28,00	29 320,00
47111	GRANGES-SUR-LOT	15 023,00	15,00	15 038,00
47112	GRATELOUP-SAINT-GAYRAND	19 043,00	19,00	19 062,00
47113	GRAYSSAS	13 356,00	13,00	13 369,00
47114	GREZET-CAVAGNAN	14 462,00	14,00	14 476,00
47115	GUERIN	12 532,00	12,00	12 544,00
47117	HAUTEFAGE-LA-TOUR	23 610,00	23,00	23 633,00
47118	HAUTESVIGNES	17 469,00	17,00	17 486,00
47119	HOUEILLES	14 953,00	15,00	14 968,00
47120	JUSIX	15 480,00	15,00	15 495,00
47121	LABASTIDE-CASTEL-AMOUROUX	20 14 625,00	14,00	14 639,00

Code INSEE	Nom commune	TADEM 2021 (droits d'enregistrement)	TADEM 2021 (cessions de fonds de commerce)	Montant total TADEM 2021
47122	LABRETONIE	18 007,00	17,00	18 024,00
47123	LACAPELLE-BIRON	13 952,00	14,00	13 966,00
47124	LACAUSSADE	11 649,00	11,00	11 660,00
47125	LACEPEDE	12 907,00	13,00	12 920,00
47126	LACHAPELLE	18 595,00	18,00	18 613,00
47127	LAFITTE-SUR-LOT	28 552,00	28,00	28 580,00
47128	LAFOX	24 748,00	24,00	24 772,00
47129	LAGARRIGUE	16 056,00	16,00	16 072,00
47130	LAGRUERE	16 478,00	16,00	16 494,00
47131	LAGUIPIE	17 851,00	17,00	17 868,00
47132	LALANDUSSE	12 395,00	12,00	12 407,00
47133	LAMONTJOIE	17 862,00	17,00	17 879,00
47134	LANNES	16 386,00	16,00	16 402,00
47135	LAPARADE	14 505,00	14,00	14 519,00
47136	LAPERCHE	16 126,00	16,00	16 142,00
47137	LAPLUME	31 056,00	30,00	31 086,00
47138	LAROQUE-TIMBAUT	43 233,00	42,00	43 275,00
47139	LASSERRE	19 582,00	19,00	19 601,00
47140	LAUGNAC	17 263,00	17,00	17 280,00
47141	LAUSSOU	12 034,00	12,00	12 046,00
47142	LAUZUN	31 240,00	30,00	31 270,00
47143	LAVARDAC	39 245,00	38,00	39 283,00
47144	LAVERGNE	19 070,00	19,00	19 089,00
47145	LAYRAC	53 506,01	52,00	53 558,01
47146	LEDAT	23 594,00	23,00	23 617,00
47147	LEVIGNAC-DE-GUYENNE	26 444,00	26,00	26 470,00
47148	LEYRITZ-MONCASSIN	18 795,00	18,00	18 813,00
47150	LONGUEVILLE	11 141,00	11,00	11 152,00
47151	LOUBES-BERNAC	15 682,00	15,00	15 697,00
47152	LOUGRATTE	20 283,00	20,00	20 303,00
47154	LUSIGNAN-PETIT	16 178,00	16,00	16 194,00
47155	MADAILLAN	21 709,00	21,00	21 730,00
47156	MARCELLUS	20 136,00	20,00	20 156,00
47158	MARMONT-PACHAS	13 255,00	13,00	13 268,00
47159	MAS-D'AGENAIS	42 689,00	41,00	42 730,00
47160	MASQUIERES	12 565,00	12,00	12 577,00
47161	MASSELS	18 442,00	18,00	18 460,00
47162	MASSOULES	13 063,00	13,00	13 076,00
47163	MAUVEZIN	18 520,00	18,00	18 538,00
47164	MAZIERES-NARESSE	12 553,00	12,00	12 565,00
47165	MEILHAN-SUR-GARONNE	27 270,00	26,00	27 296,00
47167	MEZIN	35 236,00	34,00	35 270,00
47168	MIRAMONT-DE-GUYENNE	42 713,00	42,00	42 755,00
47169	MOIRAX	23 867,00	23,00	23 890,00
47170	MONBAHUS	26 023,00	25,00	26 048,00
47171	MONBALEN	16 835,00	16,00	16 851,00
47172	MONCAUT	16 660,00	16,00	16 676,00
47173	MONCLAR	21 115,00	21,00	21 136,00
47174	MONCRABEAU	23 572,00	23,00	23 595,00
47175	MONFLANQUIN	41 748,00	41,00	41 789,00
47176	MONGAILLARD	16 605,00	16,00	16 621,00
47177	MONHEURT	22 326,00	22,00	22 348,00
47178	MONSEGUR	17 787,00	17,00	17 804,00
47179	MONSEMPRON-LIBOS	46 660,00	45,00	46 705,00
47180	MONTAGNAC-SUR-AUVIGNON	16 561,00	16,00	16 577,00
47181	MONTAGNAC-SUR-LEDE	11 400,00	11,00	11 411,00
47182	MONTASTRUC	16 403,00	16,00	16 419,00
47183	MONTAURIOL	12 954,00	13,00	12 967,00
47184	MONTAUT	17 417,00	17,00	17 434,00
47185	MONTAYRAL	36 213,00	35,00	36 248,00
47186	MONTESQUIEU	21 21 329,00	21,00	21 350,00

Code INSEE	Nom commune	TADEM 2021 (droits d'enregistrement)	TADEM 2021 (cessions de fonds de commerce)	Montant total TADEM 2021
47187	MONTETON	13 244,00	13,00	13 257,00
47188	MONTIGNAC-DE-LAUZUN	19 535,00	19,00	19 554,00
47189	MONTIGNAC-TOUPINERIE	14 696,00	14,00	14 710,00
47190	MONTPEZAT	18 243,00	18,00	18 261,00
47191	MONTPOUILLAN	25 198,00	24,00	25 222,00
47192	MONVIEL	21 196,00	21,00	21 217,00
47193	MOULINET	14 099,00	14,00	14 113,00
47194	MOUSTIER	16 496,00	16,00	16 512,00
47196	NICOLE	14 135,00	14,00	14 149,00
47197	NOMDIEU	16 420,00	16,00	16 436,00
47198	PAILLOLES	14 237,00	14,00	14 251,00
47199	PARDAILLAN	14 138,00	14,00	14 152,00
47200	PARRANQUET	24 866,00	24,00	24 890,00
47202	PAULHIAC	13 423,00	13,00	13 436,00
47203	PENNE-D'AGENAIS	45 275,00	44,00	45 319,00
47204	PEYRIERE	18 584,00	18,00	18 602,00
47205	PINDERES	16 838,00	16,00	16 854,00
47206	PINEL-HAUTERIVE	18 406,00	18,00	18 424,00
47207	POMPIEY	14 144,00	14,00	14 158,00
47208	POMPOGNE	22 751,00	22,00	22 773,00
47209	PONT-DU-CASSE	49 906,00	48,00	49 954,00
47210	PORT-SAINTE-MARIE	38 936,00	38,00	38 974,00
47211	POUDENAS	20 301,00	20,00	20 321,00
47212	POUSSIGNAC	16 923,00	16,00	16 939,00
47213	PRAYSSAS	36 898,00	36,00	36 934,00
47214	PUCH-D'AGENAIS	17 472,00	17,00	17 489,00
47215	PUJOLS	48 415,00	47,00	48 462,00
47216	PUYMICLAN	16 811,00	16,00	16 827,00
47217	PUYMIROL	33 032,00	32,00	33 064,00
47218	PUYSSERAMPION	14 829,00	14,00	14 843,00
47219	RAYET	15 325,00	15,00	15 340,00
47220	RAZIMET	13 059,00	13,00	13 072,00
47221	REAUP-LISSE	22 423,00	22,00	22 445,00
47222	REUNION	14 785,00	14,00	14 799,00
47223	RIVES	14 422,00	14,00	14 436,00
47224	ROMESTAING	14 298,00	14,00	14 312,00
47225	ROQUEFORT	40 062,00	39,00	40 101,00
47226	ROUMAGNE	17 882,00	17,00	17 899,00
47227	RUFFIAC	20 171,00	20,00	20 191,00
47228	SAINT-ANTOINE-DE-FICALBA	16 471,00	16,00	16 487,00
47229	SAINT-ASTIER	13 159,00	13,00	13 172,00
47230	SAINT-AUBIN	16 929,00	16,00	16 945,00
47231	SAINT-AVIT	11 843,00	12,00	11 855,00
47232	SAINT-BARTHELEMY-D'AGENAIS	33 375,00	32,00	33 407,00
47233	SAINTE-BAZEILLE	43 018,00	42,00	43 060,00
47234	SAINT-CAPRAIS-DE-LERM	20 385,00	20,00	20 405,00
47235	SAINT-COLOMB-DE-LAUZUN	21 322,00	21,00	21 343,00
47236	SAINTE-COLOMBE-DE-DURAS	16 311,00	16,00	16 327,00
47237	SAINTE-COLOMBE-DE-VILLENEUVE	12 887,00	13,00	12 900,00
47238	SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS	36 059,00	35,00	36 094,00
47239	SAINT-ETIENNE-DE-FOUGERES	16 108,00	16,00	16 124,00
47240	SAINT-ETIENNE-DE-VILLEREAL	12 614,00	12,00	12 626,00
47241	SAINT-EUTROPE-DE-BORN	22 258,00	22,00	22 280,00
47242	SAINT-FRONT-SUR-LEMANCE	17 508,00	17,00	17 525,00
47244	SAINTE-GEMME-MARTAILLAC	18 455,00	18,00	18 473,00
47245	SAINT-GERAUD	24 223,00	24,00	24 247,00
47246	SAINT-HILAIRE-DE-LUSIGNAN	32 562,00	32,00	32 594,00
47247	SAINT-JEAN-DE-DURAS	13 751,00	13,00	13 764,00
47248	SAINT-JEAN-DE-THURAC	15 693,00	15,00	15 708,00
47249	SAINT-LAURENT	19 710,00	19,00	19 729,00
47250	SAINT-LEGER	22 16 397,00	16,00	16 413,00

Code INSEE	Nom commune	TADEM 2021 (droits d'enregistrement)	TADEM 2021 (cessions de fonds de commerce)	Montant total TADEM 2021
47251	SAINT-LEON	12 905,00	13,00	12 918,00
47253	SAINTE-MARTHE	15 393,00	15,00	15 408,00
47254	SAINT-MARTIN-CURTON	20 986,00	20,00	21 006,00
47255	SAINT-MARTIN-DE-BEAUVILLE	15 148,00	15,00	15 163,00
47256	SAINT-MARTIN-DE-VILLEREAL	14 051,00	14,00	14 065,00
47257	SAINT-MARTIN-PETIT	16 034,00	16,00	16 050,00
47258	SAINTE-MAURE-DE-PEYRIAC	14 714,00	14,00	14 728,00
47259	SAINT-MAURICE-DE-LESTAPEL	19 630,00	19,00	19 649,00
47260	SAINT-MAURIN	17 010,00	17,00	17 027,00
47262	SAINT-NICOLAS-DE-LA-BALERME	14 267,00	14,00	14 281,00
47263	SAINT-PARDOUX-DU-BREUIL	15 852,00	15,00	15 867,00
47264	SAINT-PARDOUX-ISAAC	24 244,00	24,00	24 268,00
47265	SAINT-PASTOUR	18 656,00	18,00	18 674,00
47266	SAINT-PE-SAINT-SIMON	16 133,00	16,00	16 149,00
47267	SAINT-PIERRE-DE-BUZET	11 866,00	12,00	11 878,00
47269	SAINT-PIERRE-DE-CLAIRAC	18 335,00	18,00	18 353,00
47271	SAINT-PIERRE-SUR-DROPT	13 353,00	13,00	13 366,00
47272	SAINT-QUENTIN-DU-DROPT	8 691,00	8,00	8 699,00
47273	SAINT-ROBERT	12 863,00	12,00	12 875,00
47274	SAINT-ROMAIN-LE-NOBLE	21 960,00	21,00	21 981,00
47275	SAINT-SALVY	19 666,00	19,00	19 685,00
47276	SAINT-SARDOS	13 968,00	14,00	13 982,00
47277	SAINT-SAUVEUR-DE-MEILHAN	10 698,00	10,00	10 708,00
47278	SAINT-SERNIN	19 895,00	19,00	19 914,00
47279	SAINT-SIXTE	15 169,00	15,00	15 184,00
47280	SAINT-SYLVESTRE-SUR-LOT	42 463,00	41,00	42 504,00
47281	SAINT-URCISSE	16 338,00	16,00	16 354,00
47282	SAINT-VINCENT-DE-LAMONTJOIE	13 396,00	13,00	13 409,00
47283	SAINT-VITE	20 864,00	20,00	20 884,00
47284	SALLES	15 290,00	15,00	15 305,00
47285	SAMAZAN	25 279,00	25,00	25 304,00
47286	SAUMEJAN	13 600,00	13,00	13 613,00
47287	SAUMONT	13 980,00	14,00	13 994,00
47288	SAUVAGNAS	17 300,00	17,00	17 317,00
47289	SAUVETAT-DE-SAVERES	15 000,00	15,00	15 015,00
47290	SAUVETAT-DU-DROPT	18 061,00	18,00	18 079,00
47291	SAUVETAT-SUR-LEDE	19 374,00	19,00	19 393,00
47292	SAUVETERRE-LA-LEMANCE	18 615,00	18,00	18 633,00
47293	SAUVETERRE-SAINT-DENIS	13 673,00	13,00	13 686,00
47294	SAVIGNAC-DE-DURAS	14 955,00	15,00	14 970,00
47295	SAVIGNAC-SUR-LEYZE	13 718,00	13,00	13 731,00
47296	SEGALAS	15 120,00	15,00	15 135,00
47297	SEMBAS	13 291,00	13,00	13 304,00
47298	SENESTIS	13 460,00	13,00	13 473,00
47299	SERIGNAC-PEBOUDOU	14 248,00	14,00	14 262,00
47300	SERIGNAC-SUR-GARONNE	22 471,00	22,00	22 493,00
47301	SEYCHES	25 832,00	25,00	25 857,00
47302	SOS	21 894,00	21,00	21 915,00
47303	SOUMENSAC	12 968,00	13,00	12 981,00
47304	TAILLEBOURG	19 641,00	19,00	19 660,00
47305	TAYRAC	15 285,00	15,00	15 300,00
47306	TEMPLE-SUR-LOT	24 555,00	24,00	24 579,00
47307	THEZAC	14 100,00	14,00	14 114,00
47308	THOUARS-SUR-GARONNE	17 132,00	17,00	17 149,00
47309	TOMBEBOEUF	17 989,00	17,00	18 006,00
47311	TOURLIAC	20 178,00	20,00	20 198,00
47312	TOURNON-D'AGENAIS	27 522,00	27,00	27 549,00
47313	TOURTRES	15 952,00	15,00	15 967,00
47314	TREMONS	17 761,00	17,00	17 778,00
47315	TRENTELS	21 874,00	21,00	21 895,00
47316	VARES	23 15 939,00	15,00	15 954,00

Code INSEE	Nom commune	TADEM 2021 (droits d'enregistrement)	TADEM 2021 (cessions de fonds de commerce)	Montant total TADEM 2021
47317	VERTEUIL-D'AGENAIS	20 774,00	20,00	20 794,00
47318	VIANNE	24 024,00	23,00	24 047,00
47319	VILLEBRAMAR	16 060,00	16,00	16 076,00
47320	VILLEFRANCHE-DU-QUEYRAN	14 346,00	14,00	14 360,00
47321	VILLENEUVE-DE-DURAS	14 165,00	14,00	14 179,00
47324	VILLEREAL	41 504,00	40,00	41 544,00
47325	VILLETON	12 837,00	12,00	12 849,00
47326	VIRAZEIL	29 694,00	29,00	29 723,00
47327	XAINTRAILLES	16 399,00	16,00	16 415,00
47328	SAINT-GEORGES	19 625,00	19,00	19 644,00
	TOTAL	6 359 339,01	6 179,00	6 365 518,01

Imprimé en Juillet 2021

Certifié conforme :

La Présidente du Conseil départemental

Sophie BORDERIE